

L'ÉGYPTE DE TAHRIR

CLAUDE GUIBAL & TANGI SALAÛN

L'ÉGYPTE DE TAHRIR

Anatomie d'une révolution

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-105215-2

© ÉDITIONS DU SEUIL, MAI 2011

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

À Shahinaz,
À Moaaz,
Premières consciences d'une jeunesse en marche

À Lucile, *bint el-thawra*

Il ne peut y avoir de révolution
que là où il y a conscience.

JEAN JAURÈS

Dix-huit jours d'un printemps en hiver

Mardi 25 janvier, jour de colère

C'est une aube paresseuse. Un matin aux airs faussement tranquilles, où l'Égypte dort, plombée par la fatigue d'une vie éteinte, nourrie de frustrations, d'impuissance, d'ennui. En ce jour de congé, la nation célèbre la police, dont la fête nationale a été instituée trois ans plus tôt. Les Égyptiens sont les rois de la *nokta*, cette blague trempée dans l'acide, caustique, mordante, typique de leur humour gonflé à l'énergie du désespoir. Dans la fumée épaisse des chichas, les pipes à eau traditionnelles, la plaisanterie du moment fait rire jaune tous les cafés du Caire.

– Et toi, tu fais quelque chose pour la fête de la police ?

– Moi ? C'est simple : je me lève aux aurores, je retourne tout mon appartement, je le saccage, ensuite je me mets des baffes, et je me recouche.

Huit mois plus tôt, à Alexandrie, un jeune homme est mort. Battu par deux policiers en civil. Dans l'entrée d'un immeuble, ils lui ont défoncé la tête, l'ont laissé mourir sur les dalles de ciment. Il s'appelait Khaled Saïd. Quelques jours plus tard, les photos de son visage supplicié circulent sur Internet. Diffusées par la presse nationale, elles provoquent un sursaut de dégoût, une indignation qui se diffuse au-delà des cercles

traditionnellement établis de la contestation. Alors, cette fête de la police... Indécent, pensent beaucoup. Intolérable même, pour une partie croissante de l'opinion publique égyptienne, ces opposants, ces membres de la société civile, ces jeunes sans illusions, ces cyberactivistes aussi, qui veulent en ce jour marquer leur refus du système sécuritaire en place en Égypte, crier leur ras-le-bol d'un pays dirigé depuis bientôt trente ans par le même homme, Hosni Moubarak, 82 ans.

En ce 25 janvier, ils ont appelé à manifester, jour de colère.

Des jours, déjà, que monte un frisson diffus. Depuis le 17 décembre, précisément. Ce jour-là, à Sidi Bouzid en Tunisie, Mohamed Bouazizi, vendeur ambulant de fruits et légumes, s'est donné la mort. Le matin même, faute de licence en règle, il s'est fait confisquer sa marchandise, humilier par une femme agent municipal qui l'a arrêté, et roué de coups selon des témoins. Une heure plus tard, devant un bâtiment officiel, il s'est immolé par le feu. Étincelle sacrificielle qui a marqué le début de la révolution de Jasmin et mené à la chute de Zine el-Abidine Ben Ali, au pouvoir en Tunisie depuis vingt-trois ans.

En Égypte, on regarde, éberlué, fasciné, envieux, cette poussée de fièvre au parfum de liberté. Et le courroux monte. Mi-janvier, alors que le président tunisien fuit vers l'Arabie Saoudite, la contagion gagne la terre du Nil. Un homme, puis deux, puis quatre s'immolent à leur tour, gestes désespérés que les sermons des imams, dans les mosquées, condamnent lors des prêches du vendredi sur l'injonction des autorités égyptiennes. Un collectif de jeunes, le Mouvement du 6 avril, lance sur Facebook un appel, invitant la population à manifester. Avec eux, toute une opposition disparate, informelle ou illégale : du mouvement contestataire *Kefaya!*, « Ça suffit ! », le premier à avoir demandé, dès 2004, le départ du président

Moubarak, aux jeunes de la confrérie théoriquement interdite, mais tolérée, des Frères musulmans.

25 janvier, midi. Devant l'Université du Caire, des hommes d'*Amn el-Dawla*, la Sécurité de l'État, police chargée du renseignement intérieur, patrouillent, en civil, interrogent les journalistes étrangers, faisant fuir, par leur simple présence, tous les passants. « Pourquoi êtes-vous là ? Vous voyez bien qu'il ne se passe rien. » Il y a de la tension dans leur voix : « Comment vous informez-vous ? C'est sur Internet que vous vous renseignez ? » demande l'un d'eux, dans un français parfait. Son collègue parle, lui, un excellent anglais. Ils s'entendent rétorquer que, faisant partie de la toute-puissante Sécurité de l'État, il n'y a guère de choses qu'ils ne sachent déjà. Rictus gênés. Grésillement de talkie-walkie. L'ambiance est pesante.

Une demi-heure plus tard. Rue Ramsès, au centre-ville. À l'angle de la rue, tout près du syndicat des journalistes et du bureau du procureur général du Caire, un petit groupe encore diffus. Sur le trottoir, un homme a les yeux qui brillent. Les mâchoires serrées, il sort de sa veste une pancarte pliée en deux : « Moubarak, dégage ! »

Autour, la foule commence à se rassembler. Même chose à Suez, sur les bords du canal, à la frontière de l'Asie. À Alexandrie, aux portes de la Méditerranée. À Assouan, antichambre de l'Afrique. À Assiout, au cœur du Saïd, la Moyenne-Égypte. Sur *midan el-Tahrir*, la place de la Libération, en plein cœur du Caire, très vite, ils sont des milliers, quinze à vingt mille, encerclés par des cordons de police anti-émeute. Au pied du bâtiment blanc de la Ligue arabe, un camion blindé fonce, des grappes de manifestants accrochés au pare-chocs pour tenter de l'arrêter. « Moubarak, l'Arabie n'est pas loin ! » crie la foule, allusion à Zine el-Abidine Ben Ali, réfugié à Djeddah. Au regard des vingt millions d'habitants qui peuplent la capitale égyptienne, la mobilisation pourrait paraître

infime. Elle est pourtant exceptionnelle, la plus importante que Le Caire ait connue depuis 2003 et les manifestations contre la guerre en Irak. La foule est disparate, professeurs d'université, étudiants, mères de famille, islamistes aux barbes longues. « Nous sommes diplômés, et sans emploi. Nous sommes jeunes, et sans avenir. Pas de liberté politique, pas de liberté économique. Alors on fait quoi ? On se met le feu ? » s'époumone un jeune homme, dans la fumée des gaz irritants. Lances à eau en action, grenades lacrymogènes, foule au poing brandi. Scènes rarement vues en Égypte, où la loi d'urgence, en vigueur depuis plus de trente ans, a calmé les ardeurs d'une population effrayée par la répression. Des milliers de policiers tentent de bloquer l'accès aux grands boulevards du centre-ville.

La veille, le redouté ministre de l'Intérieur Habib el-Adly s'est montré menaçant. Tout acte illégal ou violent sera sévèrement réprimé. Il le martèle, les organisateurs de la contestation sont « inconscients ». Place Tahrir, une jeune fille trépigne, son portable à la main. Les principaux réseaux de téléphonie mobile sont coupés, empêchant les protestataires de communiquer sur l'ampleur de la manifestation, via Twitter ou Facebook, outils de mobilisation et d'information désormais essentiels pour les activistes égyptiens. « L'État a peur », la jeune fille en est sûre. Et énumère les gestes d'apaisement annoncés par le gouvernement dans la semaine : la baisse des prix de produits de première nécessité, la création d'emplois pour les jeunes diplômés, l'octroi de primes pour les fonctionnaires. Certains hurlent : « Moubarak, Ben Ali est parti, demain c'est à ton tour ! » Des déluges de gaz lacrymogènes s'abattent sur la foule. À Suez, trois manifestants sont tués. La ville portuaire s'embrase, scènes de guérilla urbaine.

À travers le pays, la journée fait au moins quatre morts et des centaines de blessés.

Mercredi 26 janvier

Dans son bureau, au Caire, l'ancien patron de presse Hicham Kassem est pensif. L'ampleur de la manifestation de la veille l'a surpris. Le vent de Tunis commencerait-il à souffler vers Le Caire ? « L'Égypte n'est pas la Tunisie, ni au niveau géographique, démographique, politique », rappelle cet éternel militant de la société civile. L'accès à l'éducation y est moindre, la conscience politique moins développée. La loi d'urgence a installé une certaine résignation dans la population.

Le gouvernement, lui, se montre clair : il ne tolérera « plus aucun acte de provocation, rassemblement protestataire, marche ou manifestation ». En vain.

Le ciel du Caire est gris, presque blanc. Marqué par un épais panache de fumée noire : devant le syndicat des journalistes, des manifestants font brûler des pneus. Les forces de l'ordre, aujourd'hui, durcissent le ton. Battant le trottoir, criant leur colère, des centaines de protestataires, pour beaucoup issus de la classe moyenne, souvent diplômés, et parfois au chômage, ou des intellectuels. Peu de personnes issues de milieux défavorisés, ni de politiciens. La veille, le ministère de l'Intérieur a rejeté la responsabilité des débordements sur les Frères musulmans. Mais, au Caire, ils sont étrangement absents. Sur la place Tahrir, la police anti-émeute est largement déployée. Des policiers en civil contrôlent les entrées du métro et interceptent les passants circulant en groupes. Les *baltageyas*, hommes de main du régime, casseurs de manifs, reconnaissables à leur tenue civile et leurs bâtons, sont massés à proximité.

À une centaine de kilomètres à l'est du Caire, Suez pleure ses morts, avec rage. Des affrontements violents ont lieu à

l'issue des funérailles des manifestants tués la veille par la police. Les journalistes qui cherchent à rejoindre la ville s'en font barrer l'accès. L'Égypte trépigne de colère.

Au soir venu, Twitter ne répond plus.

Jeudi 27 janvier

Date : vendredi. Heure : midi. Événement : pot de départ d'Hosni Moubarak.

Le message est parvenu via Facebook. Ils sont des milliers déjà à avoir coché la case « présent ». Bien que théoriquement bloqués, quasi inaccessibles depuis deux jours, les réseaux sociaux continuent à fonctionner à l'aide de sites miroirs, de passerelles Internet. Sur la toile s'engage un immense jeu du chat et de la souris avec les autorités.

Fouad se marre. Assis dans un café huppé du quartier de Mohandessine, il échafaude avec son copain Amr, 21 ans, des stratégies pour déjouer les plans de la police. Il en est sûr, elle fera tout pour empêcher la manifestation du lendemain. Twitter ne fonctionne plus ? Les messages BlackBerry passent encore. Calés dans les profondeurs du canapé d'un café Starbucks, les deux garçons se remémorent, les yeux écarquillés, leur manifestation de mardi, la première de leur vie, comme on se raconte une guerre. Ils s'enflamment sur les échauffourées avec la police, les fumigènes, les lacrymogènes. « Trente ans de Moubarak, ça suffit. Tout le monde est fatigué. Ceux qui restent assis chez eux font partie du problème. Car le régime croit que nous n'existons pas, mais nous sommes nombreux en fait. » Amr a conscience d'être un privilégié, il a un emploi, de l'argent, une voiture. « Mais je ne suis pas seul au monde, et autour de moi, les gens n'ont pas accès à leurs droits. Je n'ai pas choisi Moubarak. Personne ne l'a choisi, il a été désigné. » Âgé de moins de 30 ans, comme

les deux tiers de la population égyptienne, il n'a connu d'autre raïs qu'Hosni Moubarak.

La main greffée à son BlackBerry, il pianote à une vitesse ahurissante, en prévision du lendemain.

Vendredi 28 janvier, la bataille des ponts

Midi, place Giza. Il y a quelques minutes, un grondement s'est élevé sur Le Caire. Les muezzins, par milliers, ont appelé les fidèles à la prière. Sur la place, les hommes d'*Amn el-Markazi*, la Sécurité centrale, sont là en nombre, casqués, boucliers en main.

Entouré par un cordon de gardes du corps improvisés, lui frayant un passage jusque devant la mosquée Mogamma el-Istiqaama, un homme s'avance, lunettes cerclées de noir. Son visage est fermé, sombre. Des micros se tendent, mais Mohamed el-Baradei garde les dents serrées. L'ancien patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'AIEA, prix Nobel de la paix en 2005, est rentré la veille au pays. Mais la petite foule de militants qui l'attendait un an auparavant, à la fin de son mandat, a commencé à se lasser des longues absences de celui que la presse internationale présente comme le poil à gratter de la politique égyptienne. Depuis la fin de la matinée, chacun pressent que la journée est décisive. Internet est bloqué. Les SMS ne passent plus. Les réseaux des téléphones portables, soudain, s'éteignent. La prière s'achève.

Une pluie de grenades lacrymogènes s'abat alors sur les quelques centaines de manifestants qui bloquent le carrefour. Les canons à eau entrent en action : de toutes les rues adjacentes, la foule se rue. Vieilles femmes, adolescents se joignent aux manifestants. Au même moment, le reste de la ville et du pays s'embrase. À Alexandrie, Suez, Assouan, Mansoura, des rassemblements anti-Moubarak sont violemment réprimés

par la police. Vue du ciel, la capitale égyptienne a disparu sous une immense nuée blanche de gaz irritants. À Giza, les lignes de téléphonie terrestre ne marchent plus. Ici, tout le monde ignore encore que c'est toute l'Égypte qui est entrée en éruption, secousse sismique dont elle est loin d'imaginer encore les conséquences. Sur les ponts, à l'approche de la place Tahrir, où veulent se rendre les manifestants, la police fait barrage. Tire des balles en caoutchouc, du petit plomb, puis des balles réelles. Sur le pont du Six-October, Fouad tombe, la jambe plusieurs fois criblée.

Des dizaines de milliers de personnes sont dans les rues, mais, dans les appartements, la majorité des quatre-vingts millions d'Égyptiens se terre.

Au crépuscule, alors qu'un bandeau défile sur les écrans de la télévision nationale, prévenant d'un discours imminent d'Hosni Moubarak et avertissant de l'instauration d'un couvre-feu, de 18 heures à 7 heures du matin, les lignes de téléphone fixe se mettent à sonner dans de nombreux foyers. À l'autre bout du fil, les mêmes voix blanches. Les mêmes mots : les tanks sont dans les rues. L'armée, institution à la fois vénérée et crainte, est entrée en action. Les blindés progressent, prennent position. Mais n'interviennent pas. Au même moment, la police s'évapore. Sur la corniche du Nil, une fumée noire, soudain, et des flammes, qui rougeoient dans un ciel sans étoiles : le quartier général du Parti national démocratique (PND) du président Moubarak est en feu. Dans les rues, la violence est intense. Le pays gronde. Le pays tremble.

Minuit. Après six heures d'attente, Hosni Moubarak apparaît à la télévision, pour la première fois depuis le début du soulèvement. Le visage livide, complètement déconnecté des réalités, le raïs parle à son peuple, annonce la démission du gouvernement. À Washington, Barack Obama décroche son téléphone et appelle le président égyptien, l'exhortant à tenir

ses promesses de démocratie, de réformes économiques et politiques. Dehors, Le Caire vit des heures de feu, comme il n'en a pas connu depuis l'incendie de la ville lors des émeutes de 1956.

On parle de dizaines de morts. Peut-être davantage.

Samedi 29 janvier

Sur l'avenue Kasr el-Aïni, immense trouée qui mène à la place Tahrir, un lourd silence a remplacé le tumulte ordinaire. Des voitures calcinées baignent dans une eau noire et épaisse. Les Cairotes sortent, hébétés par la violence de la nuit. À l'entrée de la place Tahrir, un char barre le passage. Sur son flanc couleur sable, un graffiti. « Mubarak, go away ! » Dégage ! Sur Tahrir, la place centrale du Caire, infernal nœud routier où des dizaines de milliers de voitures se croisent au quotidien, la foule afflue. Il y a là les combattants de la nuit, jeunes urbains aux visages déjà marqués par la lutte. Foulard au cou, prêt à être plaqué contre la bouche. Dans les sacs à dos, de l'eau, du vinaigre blanc, souverain contre les gaz lacrymogènes, tous les jours lâchés par des centaines de grenades. Aux éternels piliers des manifestations, activistes traditionnels, islamistes, gauche altermondialiste, vieux nostalgiques nassériens, ou irréductibles militants, défenseurs acharnés de la liberté d'expression, s'ajoute un flot nouveau. Des Égyptiens ordinaires. Des fonctionnaires, des sans-emploi, de simples types, épuisés, aux vies éteintes par le manque d'espoir. Après avoir regardé, incrédules, pendant deux semaines, la Tunisie s'enflammer sur l'écran d'Al-Jazira, ils sont ce jour-là des dizaines de milliers à venir sur Tahrir. La parole crève. Dans le torrent de mots, torrents de maux, reviennent le pain, le travail, les soins, l'éducation, la citoyenneté. La dignité. Ces mots neufs les font trembler quand

ils les prononcent. À Alexandrie, ils sont aussi des dizaines de milliers. Dans toutes les villes du pays, ils sortent sur les places. Ce jour-là, à Beni Suef, aux portes de la Moyenne-Égypte, la police abat dix-sept manifestants.

Canons tournés vers les murs, l'armée, elle, observe. La foule embrasse les soldats, leur porte bonbons, pâtisseries, cigarettes, pose à leurs côtés. L'heure est étrange, entre angoisse et liesse. Sur la place Tahrir, les slogans demandant le départ d'Hosni Moubarak couvrent le bruit des balles : à deux cents mètres de la foule insouciant, des activistes attaquent le ministère de l'Intérieur. Incarnation de tous les abus, de la corruption, de la torture, il focalise, depuis longtemps, la colère des Égyptiens, terrifiés par la puissance combinée d'*Amn el-Dawla*, la Sécurité de l'État, et d'*Amn el-Markazi*, la Sécurité centrale. Les deux bras d'un ministère au pouvoir absolu, fort de plus d'un million d'hommes sous la houlette du détesté Habib el-Adly.

Ils sont quelques dizaines à affronter l'hydre, des jeunes au visage masqué par des écharpes. À 15 heures, rue Falaki, les premières balles résonnent. Des corps tombent.

La télévision nationale, qui continue de diffuser des feuilletons et des documentaires animaliers, interrompt ses programmes : pour la première fois depuis son accession à la présidence, en octobre 1981, Hosni Moubarak se dote d'un vice-président, Omar Souleimane. Le tout-puissant chef des *moukhabarat*, les services de renseignements, l'ombre du raïs, qui lui voue une éternelle confiance depuis qu'il lui a sauvé la vie, en 1995, lors d'une tentative d'assassinat à Addis-Abeba, en Éthiopie. Le poste de Premier ministre échoit à Ahmed Chafiq. Lui aussi un militaire, donné encore récemment, tout comme Omar Souleimane, parmi les possibles successeurs du raïs.

Dans la foule, place Tahrir, Mahmoud, comptable à la

retraite, a le visage fermé. « On ne veut plus de militaires. Ça dure depuis 1952 et le pays n'a fait que s'enfoncer davantage. On est quatre-vingts millions de civils, n'y en a-t-il pas suffisamment parmi nous qui soient capables de prendre la relève ? » Dans le ciel, les pales des hélicoptères tournent, sans cesse, étourdissant la ville dans leur inquiétante valse.

Dimanche 30 janvier

La fusillade a duré une bonne partie de la nuit. Sporadiques, les tirs se sont emballés, aux premières heures de l'aube, devant le ministère de l'Intérieur, pour ouvrir le passage à une trentaine de véhicules, quittant l'enceinte en trombe. Le ministère, symbole de l'appareil répressif policier, vient de tomber.

Depuis bientôt deux jours, les commissariats sont vides. Dans la nuit de vendredi, plus d'une quinzaine, rien qu'au Caire, ont été attaqués, dévastés, brûlés. Par des voyous, des repris de justice, assure-t-on. Par des policiers eux-mêmes, entend-on également, pour détruire les dossiers. Mettre le chaos. À Garden City, le commissariat Kasr el-Nil a ses portes ouvertes à tous les vents. Les pièces sont dévastées, piles de papiers envolées à travers les couloirs. Au sous-sol, les portes aux barreaux métalliques ouvrent sur des cellules maculées. « Ils sont où, hein ? Ils ont terrorisé le pays pendant trente ans, et maintenant, ils ont disparu ! » crache un voisin.

La nuit passée, prévenus par la télévision, les hommes sont descendus dans les rues, pour défendre les maisons. Des hors-la-loi se seraient échappés, par centaines, des prisons du pays. Çà et là, on a aperçu des bandes d'hommes, regards vitreux, visages couturés, parfois équipés d'armes, volées, dit-on, dans les stations de police. Les comités de défense des quartiers se mettent en place : sous la lueur jaunâtre des lampadaires,

les hommes passent la nuit, près d'un feu improvisé avec quelques branches. Bâtons, chaînes de vélo, cocktails Molotov, gourdins. Couteaux, sabres et armes à feu. L'Égypte sort son arsenal, dérisoire ou effrayant.

Sur Tahrir, au même moment, la foule commence à grossir. Devant la radiotélévision toute proche, tête drapée dans leur turban blanc et rouge, des théologiens d'Al-Azhar, principale référence de l'islam sunnite, prient en mémoire des cent six personnes officiellement tuées depuis le début du soulèvement. Une heure avant le début du couvre-feu, le ciel hurle sur Le Caire. Frôlant les toits de la capitale, deux avions de chasse font des boucles au-dessus de la ville. Message assourdissant, probablement destiné à intimider ceux qui se hasarderaient à violer le couvre-feu, décrété dès 16 heures. Mais ni les F-16 ni le défilé des hélicoptères ne parviennent à stopper la foule s'approchant de Tahrir. À Washington, Barack Obama réclame une « transition en bon ordre vers un gouvernement qui soit sensible aux aspirations du peuple égyptien ». À 19 heures, l'opposant Mohamed el-Baradei arrive sur la place. « Une nouvelle ère s'ouvre pour l'Égypte. Ce que nous avons initié ne peut plus faire marche arrière. »

Lundi 31 janvier

Il y a des banderoles, et un podium. Des pancartes, des drapeaux. Et du monde, toujours du monde. Une semaine de soulèvement, et Tahrir a changé de visage. Il y a sept jours encore, cet immense rond-point vibrait jour et nuit au rythme des moteurs de voitures. Le peuple, désormais, l'a investi. De là, il voit la carcasse noire de cendre et de suie du siège du PND, le parti du président Moubarak, sinistre fantôme qui plombe l'horizon.

Au nord, au pied du dôme rougi du musée du Caire, une

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : IMPRIMERIE FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (EURE)
DÉPÔT LÉGAL : MAI 2011. N° 103938 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE